À LAQUELLE ÉTAIENT PRÉSENTS

Monsieur Régent Aubertin, conseiller
Madame Marie-Josée Archetto, conseillère
Monsieur Karl Trudel, conseiller
Monsieur Alexandre Dussault, conseiller
Monsieur Michel Thorn, conseiller
Madame Rachel Champagne, conseillère

ÉTAIT ÉGALEMENT PRÉSENT

Monsieur Stéphane Giguère, directeur général

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Résolution numéro 197-06-2025

1.1 OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 3 JUIN 2025

IL EST PROPOSÉ PAR madame Rachel Champagne ET UNANIMEMENT RÉSOLU que monsieur le maire, monsieur Benoit Proulx, déclare la séance ouverte.

Résolution numéro 197-06-2025-1

1.2 MOTION DE REMERCIEMENTS - JOURNÉE DE L'ENVIRONNEMENT AYANT EU LIEU LE 10 MAI 2025

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac a organisé la Journée de l'environnement le 10 mai dernier, dans le but de sensibiliser la population aux enjeux environnementaux et de promouvoir des pratiques durables;

CONSIDÉRANT QUE cet événement a connu un franc succès, malgré la température, grâce à la participation active de nombreux citoyens, à l'engagement des élus municipaux et au travail dévoué des employés municipaux;

EN CONSÉQUENCE

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Benoit Proulx

ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE le conseil municipal adresse ses plus sincères remerciements :

- À tous les citoyens et citoyennes qui ont participé aux activités de la Journée de l'environnement, démontrant ainsi leur engagement envers la protection de notre milieu de vie et qui sont venus encourager les organismes et qui se sont procurés des végétaux pour enrichir la biodiversité à Saint-Joseph-du-Lac;
- À nos précieux partenaires pour leur soutien indispensable;
- Aux élus municipaux, pour leur présence, leur soutien et leur implication dans la réussite de cette journée;
- Aux employés municipaux, pour leur organisation, leur professionnalisme et leur précieuse collaboration avant, pendant et après l'événement.

1.3 **Résolution numéro 198-06-2025**
MOTION DE FÉLICITATIONS - 20 ANS D'ENGAGEMENT ENVERS LA MISSION D'HÉMA-QUÉBEC

CONSIDÉRANT QUE la municipalité célèbre cette année ses 20 ans d'implication continue à la mission d'Héma-Québec;

CONSIDÉRANT QUE cet engagement soutenu a permis de mobiliser la communauté et de contribuer de manière significative à sauver des vies;

CONSIDÉRANT QUE cette réussite repose sur l'implication fidèle de plusieurs personnes au sein de la municipalité;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR Monsieur Benoit Proulx

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que le conseil municipal tienne à souligner avec fierté et reconnaissance ces 20 années d'engagement, et remercie chaleureusement toutes les personnes qui, année après année, ont contribué au succès de cette cause;

QUE soient tout particulièrement remerciés :

- Monsieur Michel Thorn, conseiller municipal, pour sa présence constante et son appui indéfectible, notamment par ses nombreux dons de sang au fil des ans;
- Monsieur Marc Renaud, directeur du Service de sécurité incendie, pour sa grande disponibilité, son aide précieuse et l'engagement soutenu des membres de sa brigade lors des collectes;
- Madame Valérie Lalonde, directrice du Service des loisirs, pour sa collaboration exemplaire et son rôle clé dans la planification et la réussite de chaque collecte;
- Madame Sylvie Lamontagne, pour son dévouement et sa détermination à faire de chaque collecte un succès, ainsi que pour son engagement profond dans cette mission de cœur qui unit et inspire.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2.1 **Résolution numéro 199-06-2025**
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 3 JUIN 2025

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Régent Aubertin

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 3 juin 2025.

PÉRIODE DE QUESTION RELATIVES À L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE

Le maire invite les personnes présentes à soumettre leur questionnement concernant uniquement l'ordre du jour de la séance ordinaire du 3 juin 2025.

Monsieur le maire ouvre la période de questions relatives à l'ordre du jour à 20h05. N'ayant pas de question, monsieur le maire clôt la période de questions à 20h05.

PROCÈS-VERBAL

- 4.1 **Résolution numéro 200-06-2025**
ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 6 MAI 2025

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn
ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 6 mai 2025.

- 4.2 **Résolution numéro 201-06-2025**
DÉPÔT DU PROCÈS-VERBAL DES COMITÉS MUNICIPAUX DU MOIS DE MAI 2025

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel
ET UNANIMEMENT RÉSOLU que les membres du Conseil municipal prennent acte des recommandations, avis et rapports contenus aux procès-verbaux suivants :

- Procès-verbal du Comité Consultatif d'Urbanisme (CCU) du 22 mai 2025

Les documents sont joints au procès-verbal pour en faire partie intégrante.

ADMINISTRATION

- 5.1 **Résolution numéro 202-06-2025**
DÉPÔT DE LA LISTE DES COMPTES À PAYER DU MOIS JUIN 2025, APPROBATION DU JOURNAL DES DÉBOURSÉS DU MOIS JUIN 2025 INCLUANT LES DÉPENSES AUTORISÉES EN VERTU DU RÈGLEMENT NUMÉRO 02-2018

IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Josée Archetto
ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser le paiement des comptes du fonds d'administration présentés sur la liste établie au 03-06-2025 au montant de 1 106 639,68 \$. Les dépenses inscrites au journal des déboursés du 03-06-2025 au montant de 1 614 316,57 \$, incluant les dépenses autorisées en vertu du règlement numéro 02-2018 sont approuvées.

- 5.2 **Résolution numéro 203-06-2025**
NOMINATION DE MADAME SARAH-MAUDE BOYER À TITRE DE RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS

CONSIDÉRANT QUE madame Sarah-Maude Boyer occupe le poste de responsable des communications par intérim depuis le 5 septembre 2024;

CONSIDÉRANT QUE la responsable des communications par intérim a assuré ses fonctions, depuis sa toute première journée de travail, avec brio et compétences;

EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Régent Aubertin
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE le conseil municipal procède à la nomination de madame Sarah-Maude Boyer à titre de responsable des communications pour la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac.

QUE le maire, monsieur Benoit Proulx et le directeur général, monsieur Stéphane Giguère, sont autorisés à signer le contrat de travail de la responsable des communications pour et au nom de la Municipalité.

QUE la date du 5 septembre 2024 sera la date de référence de base pour l'établissement des années de services.

Résolution numéro 204-06-2025

5.3 NOMINATION DE MADAME PATRICIA TESSIER À TITRE DE DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE PAR INTÉRIM

CONSIDÉRANT QUE le poste de directrice générale adjointe est vacant depuis 5 mois;

CONSIDÉRANT QUE le directeur général a besoin d'être remplacé en son absence par un employé de niveau-cadre qui a l'autorité pour diriger tous les autres employés de la Municipalité ainsi que d'assurer les communications entre le conseil municipal et les employés de la municipalité;

CONSIDÉRANT l'article 212.3 du Code municipal stipule que toute municipalité peut avoir un directeur(trice) général(e) adjoint(e);

CONSIDÉRANT les compétences en leadership de madame Patricia Tessier comme en témoignent ses états de services à titre de directrice de l'urbanisme et du développement durable au sein de la Municipalité;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Josée Archetto

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de procéder à la nomination de madame Patricia Tessier à titre de directrice générale adjointe par intérim.

QUE le contrat de travail de madame Patricia Tessier soit modifié en conséquence de la présente résolution et que sa description de tâche comporte les nouvelles tâches rattachées au poste de directrice générale adjointe.

Résolution numéro 205-06-2025

5.4 PROGRAMMATION NUMÉRO 1 DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRANSFERT POUR LES INFRASTRUCTURES D'EAU ET COLLECTIVES DU QUÉBEC (TECQ 2024-2028)

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a pris connaissance du *Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du Programme de transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ)* pour les années 2024 à 2028;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn

ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE la Municipalité s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle.

QUE la Municipalité s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, aux exigences, aux pertes, aux dommages et aux coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2024-2028.

QUE la Municipalité approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la programmation de travaux ci-jointe et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

QUE la Municipalité s'engage à déposer annuellement une mise à jour de sa programmation de travaux durant la période du 1^{er} octobre au 15 février inclusivement.

QUE la Municipalité s'engage à réaliser les investissements autonomes qui lui sont imposés pour l'ensemble des cinq années du programme.

QUE la Municipalité s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution.

Résolution numéro 206-06-2025

5.5 DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE AU PROGRAMME D'ENTENTES EN PATRIMOINE (PEP)

CONSIDÉRANT le processus d'acquisition de l'église par la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac;

CONSIDÉRANT QUE l'église de Saint-Joseph-du-Lac est un bâtiment cité ayant des caractéristiques architecturales notables et constitue un joyau du patrimoine bâti local;

CONSIDÉRANT les conclusions du carnet de santé sur l'état du bâtiment, daté du 23 avril 2023, par la firme d'architectes Nadeau, Blouin et Lortie, établissant la nécessité de procéder à des investissements importants à court et à moyen terme en relation avec le maintien d'actifs de l'église;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac souhaite entreprendre des travaux urgents et stratégiques visant à préserver l'intégrité du bâtiment de l'église;

CONSIDÉRANT QUE le ministère de la Culture et des communications (MCC) ouvrira un appel de projet par le biais du *Programme d'entente en patrimoine* (PEP) vers la mi-juin 2025;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité pourrait bénéficier d'une aide financière correspondant à 50 % de la valeur des travaux admissibles;

CONSIDÉRANT QUE l'aide financière visée par le PEP doit être déposée par la MRC de Deux-Montagnes;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que le conseil municipal de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac sollicite le conseil des maires de la MRC de Deux-Montagnes afin de déposer une demande d'aide financière au volet 4.2 du *Programme d'entente en patrimoine* (PEP) dans le cadre de l'appel de projet du mois de juin 2025, au nom de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac pour des travaux préservation et de la restauration du bâtiment de l'église Joséphoise.

QUE la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac sollicite une aide financière visant à couvrir des travaux d'une valeur estimée à 2 016 452 \$ sur une période de 3 ans comme suit :

- Année 2025 / 2026 : 717 058 \$ (Municipalité 358 529 \$ - PEP 358 529 \$)
- Année 2026 / 2027 : 622 536 \$ (Municipalité 311 268 \$ - PEP 311 268 \$)
- Année 2027 / 2028 : 676 858 \$ (Municipalité 338 429 \$ - PEP 338 429 \$)

QUE la nature des travaux vise notamment l'entretien des corniches, de la toiture du clocher, de l'étanchéité de l'édicule de la sacristie, Travaux de rejointement de la fondation, ouvrage de maçonnerie, réparation des corniches, entretien des fenêtres, travaux d'étanchéisation de la toiture et remplacement de ferblanterie, sécurisation du parvis, travaux de consolidation de certains éléments structuraux, etc.

QUE le directeur général, monsieur Stéphane Giguère est autorisé à signer tout document en relation avec les présentes.

TRANSPORT

Résolution numéro 207-06-2025

6.1 MANDAT PROFESSIONNEL POUR UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR L'IMPLANTATION DE BASSINS DE RÉTENTION DES EAUX PLUVIALES DU SECTEUR DU GRAND POMMIER EN LIEN AVEC L'OPTIMISATION DE DRAINAGE SUR LE TERRITOIRE DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac souhaite optimiser la gestion du drainage des eaux pluviales sur son territoire afin de prévenir les inondations et d'assurer la pérennité des infrastructures publiques ;

CONSIDÉRANT QUE le secteur du Grand Pommier est particulièrement touché par des problématiques de ruissellement et d'accumulation d'eau lors d'épisodes de fortes pluies ;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation éventuelle de bassins de rétention des eaux pluviales pourrait constituer une solution durable et efficace pour améliorer la gestion hydrique dans ce secteur ;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'une étude de faisabilité est nécessaire pour évaluer les besoins, les sites potentiels, les contraintes techniques et les coûts associés à ce type d'infrastructure ;

CONSIDÉRANT QUE cette démarche s'inscrit dans une vision de développement durable et de résilience face aux changements climatiques ;

CONSIDÉRANT la réception des soumissions suivantes :

- Cima+ 18 850 \$ plus taxes
- WSP 52 000 \$ plus taxes

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Josée Archetto

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser une dépense d'un montant de 18 850 \$ plus les taxes applicables, à la firme Cima+ pour une étude de faisabilité pour l'implantation de bassins de rétention des eaux pluviales du secteur du Grand Pommier en lien avec l'optimisation de drainage sur le territoire de Saint-Joseph-du-Lac.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 23-040-00-411, code complémentaire 25-014 et financée par le Fonds Changements Climatiques.

Résolution numéro 208-06-2025

6.2 DEMANDE AU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC (MTQ) DE PROCÉDER À L'INSTALLATION D'UN PANNEAU INTERDIASNT LES VIRAGES EN U, DANS LES DEUX DIRECTIONS, SUR LE CHEMIN D'OKA, À L'INTERSECTION DE LA 59^E AVENUE SUD

CONSIDÉRANT l'accident mortel impliquant un véhicule SUV et des cyclomoteurs le 19 avril 2025 résultant d'une manœuvre de virage en U par un automobiliste;

CONSIDÉRANT la recommandation du Comité Consultatif de Transport de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac relativement à l'établissement d'une interdiction de virage en U à l'intersection du chemin d'Oka et de la 59e avenue Sud;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Alexandre Dussault

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que le conseil municipal demande au ministères des transports du Québec (MTQ) d'installer des panneaux de signalisation nécessaires afin d'interdire les virages en U sur le chemin d'Oka, dans les deux directions, à l'intersection de la 59e avenue Sud.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Résolution numéro 209-06-2025

7.1 BILAN DU RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 DE LA MRC DE DEUX-MONTAGNES – GRILLE D'ÉVALUATION DES ACTIONS LIÉES AU SCHEMA SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE (SSI)

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 35 de la Loi sur la sécurité incendie, il est demandé aux autorités locales d'adopter par résolution leur rapport d'activités considérant qu'elles sont aussi chargées de l'application de mesures prévues à un schéma de couverture de risques ;

CONSIDÉRANT QUE dans les schémas de couverture de risques, il y a des mesures qui s'appliquent aux autorités locales et aux autorités régionales et que de ce fait le ministère souhaite s'assurer que les autorités locales aient connaissance de leurs responsabilités relatif au schéma et prenne connaissance des résultats ;

CONSIDÉRANT QUE la Direction de la sécurité incendie (DSI) demande les résolutions municipales pour la confirmation de consultation du bilan annuel 2024 complété ;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Rachel Champagne

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que le conseil municipal de Saint-Joseph-du-Lac prenne acte du bilan du rapport d'activités 2024 de la MRC de Deux-Montagnes relativement à la grille d'évaluation des actions liées au schéma Service sécurité incendie (SSI).

Le rapport annuel est joint au procès-verbal pour en faire partie intégrante.

Résolution numéro 210-06-2025

7.2 OCTROI D'UN MANDAT EN LIEN AVEC LES SERVICES D'UN TECHNICIEN EN PRÉVENTION INCENDIE POUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite respecter ses engagements au schéma de couverture de risque approuvé par le conseil et entériné par le MSP (ministère de la sécurité publique) ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité ne dispose pas à l'interne des ressources professionnelles nécessaires pour accomplir certains volets techniques et spécialisés de ce mandat ;

CONSIDÉRANT QUE le recours à un consultant externe reconnu à Saint-Joseph-du-Lac depuis 2022 permet d'assurer l'efficacité et la conformité des interventions en matière de prévention incendie ;

CONSIDÉRANT QUE Gestion Groupe Trak, spécialiste en prévention incendie, reconduit l'offre de service aux mêmes taux que 2024 est conforme et avantageuse ;

CONSIDÉRANT la soumission suivante de 2024 toujours valide :

- Gestion Groupe Trak 4 000 \$, plus déplacement, plus taxes

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que le conseil municipal octroie un contrat à Gestion Groupe Trak pour la réalisation d'un mandat en lien avec les services d'un technicien en prévention incendie pour une somme de 4 000 \$, plus déplacement, plus les taxes applicables.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 02-220-00-419.

Résolution numéro 211-06-2025

7.3 ACQUISITION DE DEUX (2) HABITS DE COMBAT POUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC

CONSIDÉRANT l'article 10.2 du guide des bonnes pratiques de la CNESST;

CONSIDÉRANT la norme NFPA 1971 représente la règle de l'art;

CONSIDÉRANT QUE le vêtement de protection individuelle (VPI) doit être retiré au plus tard lorsqu'il atteint sa durée de vie utile de dix ans;

CONSIDÉRANT QUE l'employeur a mis en place un programme de vérification et de remplacement de ses équipements;

CONSIDÉRANT QUE suite aux tests avancés, deux (2) habits de combat nécessitent des réparations à un coût plus élevé que la valeur résiduelle (VPI) du Service de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT la réception de la soumission suivante pour le remplacement des 2 habits non conformes:

- L'Arsenal 5 328,00 \$, plus taxes

EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn
ET UNANIMEMENT RÉSOLU de procéder au remplacement de deux (2) habits de combat en octroyant un montant de 5 328,00 \$ plus les taxes applicables à la compagnie L'Arsenal.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 02-220-00-650.

URBANISME

8.1 **Résolution numéro 212-06-2025**
APPROBATION DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME (CCU) RELATIVEMENT À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (PIIA)

CONSIDÉRANT le procès-verbal de la séance ordinaire du CCU en date du jeudi, 22 mai 2025;

EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel
ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'entériner les recommandations du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) portant le numéro de résolution CCU-048-05-2025 à CCU-054-05-2025, sujette aux conditions formulées aux recommandations du CCU, contenue au procès-verbal de la séance ordinaire tenue le jeudi, 22 mai 2025, telles que présentées.

8.2 **Résolution numéro 213-06-2025**
MANDAT PROFESSIONNEL POUR LA REFONTE DU RÈGLEMENT RELATIF AUX PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (PIIA)

CONSIDÉRANT QU' un nouveau plan d'urbanisme de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est en vigueur depuis décembre 2024;

CONSIDÉRANT QUE le règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), tout comme le règlement sur les dérogations mineures, constitue l'un des rares outils à caractère discrétionnaire dont dispose la municipalité ;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement revêt une importance capitale dans le cadre de l'aménagement du territoire, puisqu'il permet une analyse qualitative des projets par les membres du comité consultatif en urbanisme (CCU) ainsi que par le conseil municipal ;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac désire procéder à la refonte du règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) afin qu'il représente la vision renouvelée de la Municipalité;

CONSIDÉRANT l'offre de services de Apur Créatif du 8 mai 2025;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser une dépense d'un montant de 12 000 \$ plus les taxes applicables, à la firme Apur Créatif afin de réaliser la refonte du règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 02-610-419.

Résolution numéro 214-06-2025

8.3 DEMANDE D'AUTORISATION TOUCHANT L'ÉGLISE DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC SITUÉ AU 1026, CHEMIN PRINCIPAL CITÉ AU RÈGLEMENT NUMÉRO 09-2024 RELATIF À LA CITATION DE BIENS PATRIMONIAUX

CONSIDÉRANT la demande d'autorisation déposée pour l'ajout d'antenne de télécommunication sur le clocher de l'église de Saint-Joseph-du-Lac située au 1026, chemin Principal;

CONSIDÉRANT l'évaluation du Comité local du patrimoine CLP-003-03-2025 du 20 mars 2025;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement numéro 09-2024 relatif à la citation de biens patrimoniaux, le conseil municipal doit rendre sa décision via une résolution;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Rachel Champagne

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de refuser la demande d'autorisation touchant l'église de Saint-Joseph-du-Lac située au 1026, chemin Principal cité au règlement numéro 09-2024 relatif à la citation de biens patrimoniaux, et ce, pour les motifs suivants :

- Des informations sont manquantes quant à la capacité structurale du clocher à soutenir l'ajout de nouvelles antennes;
- L'ajout de nouvelles antennes dans le plus haut clocher ne s'intègre pas à l'architecture du bâtiment.

Résolution numéro 215-06-2025

8.4 DEMANDE D'AUTORISATION TOUCHANT LE PRESBYTÈRE DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC SITUÉ AU 1028 CHEMIN PRINCIPAL CITÉ AU RÈGLEMENT NUMÉRO 09-2024 RELATIF À LA CITATION DE BIENS PATRIMONIAUX

CONSIDÉRANT la demande d'autorisation déposée pour la restauration des pierres et le remplacement du mortier sur le côté ouest du presbytère de Saint-Joseph-du-Lac situé au 1028, chemin Principal;

CONSIDÉRANT l'évaluation du Comité local du patrimoine CLP-007-04-2025 du 24 avril 2025;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement 09-2024 relatif à la citation de biens patrimoniaux, le conseil municipal doit rendre sa décision via une résolution;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Alexandre Dussault

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'accepter la demande d'autorisation touchant le presbytère de Saint-Joseph-du-Lac situé au 1028, chemin Principal cité au règlement numéro 09-2024 relatif à la citation de biens patrimoniaux.

Résolution numéro 216-06-2025

8.5 **DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE NUMÉRO DM07-2025, AFFECTANT L'IMMEUBLE IDENTIFIÉ PAR LE NUMÉRO DE LOT 2 128 950, 2 128 446, 2 128 490, 2 680 632, 2 128 448, 2 128 445, 2 128 452, 6 153 080, SITUÉ SUR LE CHEMIN D'OKA**

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement sur les dérogations mineures, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) doit transmettre une recommandation au Conseil municipal en faveur ou en défaveur d'une demande de dérogation mineure à la suite de l'évaluation de celle-ci en tenant compte des critères et objectifs relatifs à la conformité aux objectifs du plan d'urbanisme, au droit des immeubles voisins, aux critères de bonne foi, à l'évaluation du préjudice et à la conformité aux règlements d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE les membres du CCU ont pris connaissance de la demande de dérogation mineure DM07-2025, présentée par monsieur Simon Sauvé de l'entreprise Construction Groupe Rive-Nord, afin de permettre l'implantation de trois (3) bâtiments multifamiliaux de seize (16) unités chacun;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Rachel Champagne

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de reporter la décision concernant la demande de dérogation mineure numéro DM07-2025, affectant les immeubles identifiés par les numéros de lots 2 128 950, 2 128 446, 2 128 490, 2 680 632, 2 128 448, 2 128 445, 2 128 452, 6 153 080, situé sur le chemin d'Oka.

Résolution numéro 217-06-2025

8.6 **DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE NUMÉRO DM08-2025, AFFECTANT L'IMMEUBLE IDENTIFIÉ PAR LE NUMÉRO DE LOT 2 128 950, 2 128 446, 2 128 490, 2 680 632, 2 128 448, 2 128 445, 2 128 452, 6 153 080 SITUÉS SUR LE CHEMIN D'OKA**

CONSIDÉRANT QU' en vertu du règlement sur les dérogations mineures, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) doit transmettre une recommandation au Conseil municipal en faveur ou en défaveur d'une demande de dérogation mineure à la suite de l'évaluation de celle-ci en tenant compte des critères et objectifs relatifs à la conformité aux objectifs du plan d'urbanisme, au droit des immeubles voisins, aux critères de bonne foi, à l'évaluation du préjudice et à la conformité aux règlements d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE les membres du CCU ont pris connaissance de la demande de dérogation mineure DM08-2025, présentée par monsieur Simon Sauvé Laviolette de l'entreprise Construction Groupe Rive-Nord, afin de permettre le lotissement de trois (3) lots;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Rachel Champagne

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de reporter la décision concernant la demande de dérogation mineure numéro DM08-2025 affectant l'immeuble identifié par le numéro les numéros de lots 2 128 950, 2 128 446, 2 128 490, 2 680 632, 2 128 448, 2 128 445, 2 128 452, 6 153 080, situé sur le chemin d'Oka.

Résolution numéro 218-06-2025

8.7 DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE NUMÉRO DM09-2025, AFFECTANT L'IMMEUBLE IDENTIFIÉ PAR LE NUMÉRO DE LOT 2 128 245 SITUÉ AU 3676-3678, CHEMIN D'OKA

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement sur les dérogations mineures, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) doit transmettre une recommandation au Conseil municipal en faveur ou en défaveur d'une demande de dérogation mineure à la suite de l'évaluation de celle-ci en tenant compte des critères et objectifs relatifs à la conformité aux objectifs du plan d'urbanisme, au droit des immeubles voisins, aux critères de bonne foi, à l'évaluation du préjudice et à la conformité aux règlements d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE les membres du CCU ont pris connaissance de la demande de dérogation mineure DM09-2025, présentée par Gestion Desjardins & St-Denis Inc, afin de permettre l'implantation de deux (2) bâtiments multifamiliaux de douze (12) unités chacun;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'accepter la demande de dérogation mineure numéro DM09-2025 affectant l'immeuble identifié par le numéro de lot 2 128 245 situé au 3676-3678, chemin d'Oka ayant pour effet de permettre :

- Une pente de treize virgule soixante-quinze (13,75%) pour cent pour un stationnement;
- La construction d'un escalier extérieur à une distance de zéro virgule quatre-vingt-six (0,86) mètres de la limite de propriété avant;
- La construction d'un projet intégré sur un lot ayant une dimension de trois-mille-cent (3 100) mètres carrés;
- La construction d'un projet intégré ayant deux (2) bâtiments principaux;
- Une distance d'un (1) mètre de l'espace de stationnement avec les limites de propriété;
- Une distance de zéro virgule quatre (0,4) mètres entre les bâtiments principaux et une allée véhiculaire;

Alors qu'en vertu du Règlement de zonage 15-2024, celui-ci indique que :

- Un stationnement doit avoir une pente maximale de huit (8%) pour cent;
- Qu'un escalier extérieur doit être situé à plus d'un virgule cinq (1,5) mètres de la limite de propriété avant;

- Que la dimension minimale d'un lot pour un projet intégré doit avoir trois-mille-cinq-cents (3500) mètres carrés;
- Qu'un projet intégré doit avoir un minimum de trois (3) bâtiments;
- Que la distance minimale entre un espace de stationnement et les limites de propriété d'un projet intégré doit être de deux (2) mètres;
- Aucun bâtiment ne peut être situé à moins d'un (1) mètre de toute allée véhiculaire.

Le tout afin de permettre la construction d'un projet intégré dans la zone MD-8.

Résolution numéro 219-06-2025

8.8 DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE NUMÉRO DM10-2025, AFFECTANT L'IMMEUBLE IDENTIFIÉ PAR LE NUMÉRO DE LOT 1 734 070 SITUÉ AU 220, RUE BRUNET

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement sur les dérogations mineures, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) doit transmettre une recommandation au Conseil municipal en faveur ou en défaveur d'une demande de dérogation mineure à la suite de l'évaluation de celle-ci en tenant compte des critères et objectifs relatifs à la conformité aux objectifs du plan d'urbanisme, au droit des immeubles voisins, aux critères de bonne foi, à l'évaluation du préjudice et à la conformité aux règlements d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE les membres du CCU ont pris connaissance de la demande de dérogation mineure DM10-2025, présentée par Martin Patenaude, afin de permettre la construction d'un garage détaché;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'accepter la demande de dérogation mineure numéro DM10-2025, affectant l'immeuble identifié par le numéro de lot 1 734 070 situé au 220 rue Brunet ayant pour effet de permettre une superficie d'implantation de quatre-vingt-treize virgules soixante-quatre (93,64) mètres carrés pour un garage détaché alors qu'en vertu du Règlement de zonage 15-2024, la superficie d'implantation maximale est de quatre-vingt-un virgule quatre-vingt-sept (81,87) mètres carrés pour un garage détaché.

Résolution numéro 220-06-2025

8.9 ABANDON DU PROCESSUS D'ADOPTION DU PPCMOI, NUMÉRO 01-2025, POUR L'IMMEUBLE SITUÉ AU 2007, CHEMIN PRINCIPAL

CONSIDÉRANT l'adoption du premier projet de résolution concernant le PPCMOI relatif au projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI, situé au 2007 chemin Principal, lot 1 733 157 du cadastre du Québec) afin d'autoriser un usage de salle de réception à la ferme localisée à l'intérieur d'une zone agricole;

CONSIDÉRANT la consultation publique du 6 mai 2025 à 19h à la salle municipalité de l'Hôtel de ville de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac comptant 26 personnes;

CONSIDÉRANT QUE les personnes concernées ont eu l'opportunité de transmettre au conseil municipal des mémoires, des commentaires et tous les documents pertinents jusqu'au 23 mai 2025;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a reçu cinq (5) mémoires et une pétition signée par 50 personnes contestant le projet de PPCMOI;

CONSIDÉRANT QUE la période de consultation publique a démontré que le projet visé par le PPCMOI numéro PPCMOI-01-2025 ne fait pas l'objet d'une acceptabilité sociale;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que le conseil municipal mette fin à la procédure d'adoption du premier projet de résolution concernant le PPCMOI relatif au projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI, situé au 2007, chemin Principal, lot 1 733 157 du cadastre du Québec) afin d'autoriser un usage de salle de réception à la ferme localisée à l'intérieur d'une zone agricole.

LOISIRS, CULTURE ET TOURISME

Résolution numéro 221-06-2025

9.1 OCTROI D'UN MANDAT PROFESSIONNEL POUR L'ÉLABORATION DES PLANS ET DEVIS - PROJET DE RÉFECTION DE LA PATINOIRE ET DE L'AMÉNAGEMENT DE TROIS (3) TERRAINS DE PICKLEBALL AU PARC JACQUES-PAQUIN

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a déposé un projet dans le cadre du programme PAFIRSPA à l'automne 2023;

CONSIDÉRANT QUE le ministère de l'Éducation a annoncé en juillet 2024 les projets retenus dans le cadre de cet appel de projets;

CONSIDÉRANT QUE le projet de réfection de la patinoire et de l'aménagement de trois (3) terrains de pickleball au parc Jacques-Paquin a été retenu dans le cadre de cet appel de projet;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a mandaté une firme en mai 2025 afin d'évaluer les coûts réels reliés à ce projet;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité souhaite maintenant obtenir des plans et devis en vue de procéder à un appel d'offres;

CONSIDÉRANT l'invitation à soumissionner pour le projet LOI-2024-036 auprès des firmes suivantes :

- EMS Ingénierie Inc.
- GBI Experts-conseils Inc.
- STANTEC Inc.

CONSIDÉRANT la réception des soumissions suivantes :

• EMS Ingénierie Inc.	19 500 \$ plus taxes
• GBI Experts-conseils Inc.	19 500 \$ plus taxes
• STANTEC Inc.	soumission non déposée

CONSIDÉRANT QUE deux soumissions conformes ont été reçues dans le cadre du projet LOI-2024-036;

CONSIDÉRANT QUE les deux soumissions présentent un montant identique;

CONSIDÉRANT QU'en l'absence d'un critère de sélection permettant de départager les soumissionnaires, il y a lieu de procéder à un tirage au sort, conformément aux pratiques reconnues et aux dispositions applicables ;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Rachel Champagne

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser l'octroi d'un mandat au montant de 19 500 \$ plus les taxes applicables, à la firme GBI Experts-conseils Inc. pour la réalisation des plans et devis.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 23-080-00-411 code complémentaire 24-011 et financée par règlement d'emprunt.

Résolution numéro 222-06-2025

9.2 **MANDAT POUR DES TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA PERGOLA AU PARC JACQUES-PAQUIN**

CONSIDÉRANT QUE la pergola située au parc Jacques-Paquin est en état de décrépitude;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs travaux sont nécessaires afin de la remettre en état;

CONSIDÉRANT QUE le projet de réfection a été présenté lors de la planification budgétaire de novembre 2024 et que le conseil municipal s'est montré favorable à sa réalisation;

CONSIDÉRANT l'admissibilité de ce projet au Fonds région et ruralité (FRR) dans le cadre du soutien aux municipalités locales;

CONSIDÉRANT l'invitation à soumissionner pour le projet LOI-2025-019 auprès des entreprises suivantes :

- Construction Vincent Laflèche	46 895 \$
- Construction Les frères Labelle Inc.	51 000 \$
- Camp Co Construction	53 950 \$

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Josée Archetto

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser une dépense d'un montant de 46 895 \$ plus les taxes applicables, à l'entreprise Construction Vincent Laflèche pour des travaux de réfection de la pergola au parc Jacques-Paquin.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 23-080-00-722, code complémentaire 25-028 et financée par le FRR et le fonds parcs et terrains de jeux.

Résolution numéro 223-06-2025

9.3 **OCTROI D'UN MANDAT À L'INSTITUT DES TERRITOIRES POUR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DES BOISÉS**

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac souhaite développer un réseau de sentiers pédestres dans les boisés afin de mettre en valeur la faune et la flore présentes sur son territoire ;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité est admissible à une subvention dans le cadre du Fonds Signature Innovation de la MRC de Deux-Montagnes, laquelle pourrait permettre de financer une partie du projet;

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire de réaliser un concept sommaire d'avant-projet, incluant des plans et devis préliminaires, avant de procéder à l'élaboration du projet final;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité ne possède pas à l'interne les connaissances spécialisées en environnement nécessaires à cette étape, et qu'un accompagnement professionnel est essentiel pour assurer une planification rigoureuse;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser l'octroi d'un mandat au montant de 3 300 \$ plus les taxes applicables, à Institut des territoires pour une banque d'heures en accompagnement dans le cadre du mandat d'avant-projet visant la préparation des plans et devis dans le cadre du projet d'aménagement d'un sentier dans le parc Boisé Nature 640.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 23-080-00-411 code complémentaire 24-006 et financée par le fonds parcs et terrains de jeux.

Résolution numéro 224-06-2025

9.4 **EMBAUCHE DE MADAME FRANCE BEAUCHAMP À TITRE DE COORDONNATRICE DE LA CUISINE COLLECTIVE**

CONSIDÉRANT QUE le poste de coordonnatrice de la cuisine collective doit être comblée;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité bénéficie présentement d'une aide financière de la MAPAQ pour ce poste;

CONSIDÉRANT la période d'affichage interne et externe de l'offre d'emploi du 28 avril au 15 mai 2025;

CONSIDÉRANT QUE parmi les candidatures reçues et les candidats convoqués en entrevue, madame France Beauchamp s'est démarquée;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Alexandre

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de confirmer, dans les fonctions d'un poste temporaire, à compter de la date des présentes et ce, jusqu'au 30 novembre 2025, à raison d'environ 25 heures par semaine, comme coordonnatrice de la cuisine collective, madame France Beauchamp au taux horaire de 25,10 \$.

Résolution numéro 225-06-2025

9.5 **DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE – CAISSE DESJARDINS DU LAC DES DEUX-MONTAGNES – RÉFECTION DE LA PATINOIRE DU PARC JACQUES-PAQUIN**

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac souhaite procéder à la réfection de la patinoire extérieure du parc Jacques-Paquin dont le coût estimé des travaux s'élève à 790 616 \$;

CONSIDÉRANT QUE le projet inclut également l'aménagement de trois (3) terrains de pickleball sur la surface de la patinoire visant à favoriser une utilisation de l'infrastructure sur quatre (4) saisons;

CONSIDÉRANT QUE ce projet vise à bonifier l'offre d'infrastructures sportives, récréatives et communautaires accessibles à l'ensemble de la population, en particulier les jeunes, les familles et les usagers du parc Jacques-Paquin;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a déjà obtenu une aide financière dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air (PAFIRSPA);

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite compléter le montage financier du projet en sollicitant une aide financière de 100 000 \$ auprès de la Caisse Desjardins du Lac des Deux-Montagnes, en tant que partenaire local engagé dans la qualité de vie de la communauté;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Rachel Champagne

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière de 100 000 \$ auprès de la Caisse Desjardins du Lac des Deux-Montagnes pour la réalisation du projet de réfection de la patinoire au parc Jacques-Paquin.

ENVIRONNEMENT

10.1 **Résolution numéro 226-06-2025** **MANDAT PROFESSIONNEL POUR LA CARACTÉRISATION DU COURS D'EAU DUMOULIN-VARIN AUX ABORDS DE L'AUTOROUTE 640 ET DU CHEMIN D'OKA**

CONSIDÉRANT les fortes pluies du 16, 22 et 23 juin 2022 ayant causé un éboulement de sables dans le cours d'eau Dumoulin-Varin;

CONSIDÉRANT QUE l'obstruction du cours d'eau composé de sable nuit au libre écoulement des eaux du cours d'eau Dumoulin-Varin sur une longueur approximative de 1 km et ce, depuis déjà un bon moment;

CONSIDÉRANT QUE l'obstruction du cours d'eau Dumoulin-Varin peut causer des dommages à plusieurs propriétés, en aval, localisées sur le croissant Varin;

CONSIDÉRANT le rapport réalisé par AJ Environnement confirmant la nature du lit d'écoulement du cours d'eau Dumoulin-Varin daté du 28 octobre 2022 et mandaté par la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT QU' il est nécessaire d'analyser la problématique d'écoulement du cours d'eau avec pour objectif d'identifier la cause du désensablement et d'obtenir des propositions sur les différentes solutions d'intervention pour remédier durablement à la problématique d'écoulement des eaux du cours d'eau Dumoulin-Varin;

CONSIDÉRANT QU' il est nécessaire d'analyser la problématique d'écoulement du cours d'eau avec pour objectif d'identifier la cause du désensablement et d'obtenir des propositions sur les différentes solutions afin de pouvoir déposer une demande de certificat d'autorisation au ministère de l'Environnement afin de débiter des travaux de réaménagement du cours d'eau;

Entreprises	Montant de la soumission (excluant les taxes)
Rivières - HGM	24 500 \$
Avizo - Experts - Conseil	65 500 \$
AJ Environnement	9 390 \$
Aquasphera	21 650 \$

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Régent Aubertin

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de mandater le plus bas soumissionnaire conforme, la firme Aquasphera, pour une somme de 21 650 \$, plus les taxes applicables, selon les conditions du cahier des charges de l'appel d'offres # ENV-2024-006.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 23-050-00-411 code complémentaire 25-031.

Résolution numéro 227-06-2025

10.2 DEMANDES DE REMBOURSEMENT AU PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE VISANT À PROMOUVOIR L'ÉCORESPONSABILITÉ - OCTOBRE 2024 À MAI 2025

CONSIDÉRANT QUE le règlement numéro 05-2023 relatif au programme d'aide financière visant à promouvoir l'écoresponsabilité;

CONSIDÉRANT QUE l'analyse exhaustive des demandes de remboursement reçues avant le 22 mai 2025;

CONSIDÉRANT QUE la recommandation du Responsable en environnement et de la Directrice du Service de l'urbanisme, de l'environnement et du développement durable;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Alexandre Dussault

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser le remboursement de dix-huit (18) demandes au programme d'aide financière visant à promouvoir l'écoresponsabilité pour une somme de 1 223 \$. Une copie de la liste est jointe au procès-verbal pour en faire partie intégrante.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 02-470-00-996.

Résolution numéro 228-06-2025

10.3 DEMANDES DE REMBOURSEMENT AU PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR L'INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ATTÉNUATION AU RADON DANS UNE UNITÉ D'HABITATION - OCTOBRE 2024 AU 30 MAI 2025

CONSIDÉRANT QUE le règlement numéro 04-2023 relatif au programme d'aide financière pour l'installation d'un système d'atténuation du radon dans une unité d'habitation;

CONSIDÉRANT QUE l'analyse exhaustive des demandes de remboursement reçues avant le 31 mai 2025;

CONSIDÉRANT QUE la recommandation du Responsable en environnement et de la Directrice du service de l'urbanisme, de l'environnement et du développement durable;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Régent Aubertin

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser le remboursement de quatre (4) demandes au programme d'aide financière pour l'installation d'un système d'atténuation du radon dans une unité d'habitation pour une somme de 2 000 \$. Une copie de la liste est jointe au procès-verbal pour en faire partie intégrante.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 02-470-00-996.

HYGIÈNE DU MILIEU

11.1 **Résolution numéro 229-06-2025**
MONTANT SUPPLÉMENTAIRE RELATIF AU MANDAT PROFESSIONNEL POUR LA SURVEILLANCE DE LA CONSTRUCTION D'UN RÉSERVOIR D'EAU POTABLE

CONSIDÉRANT la résolution numéro 144-04-2023 mandatant la firme GBI Expert Conseil Inc relatif au mandat professionnel pour la conception et la surveillance de la construction d'un réservoir d'eau potable ;

CONSIDÉRANT la découverte de sols contaminés et de remblai hétérogène lors de la construction du réservoir d'eau potable et du bâtiment de suppression ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'ajouter de la surveillance lors des travaux de la période hivernale ;

CONSIDÉRANT la nécessité de finaliser les travaux et d'assurer un suivi adéquat par la firme de génie-conseil ;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser une dépense supplémentaire d'au plus 84 000 \$ plus les taxes applicables à la firme GBI Expert Conseil Inc. relatif au mandat professionnel pour la conception et la surveillance de la construction d'un réservoir d'eau potable.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 23 050 00 411 code complémentaire 22-006 et financée par la TECQ 2019-2023.

11.2 **Résolution numéro 230-06-2025**
TRAVAUX DE RÉPARATION D'UN BRIS D'AQUEDUC AU 1166, CHEMIN PRINCIPAL

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a constaté une fuite sur le réseau d'aqueduc située au 1166, chemin Principal ;

CONSIDÉRANT QUE cette fuite pourrait compromettre l'efficacité du service d'approvisionnement en eau potable et entraîner des pertes importantes en eau potable ;

CONSIDÉRANT QUE des réparations urgentes ont été effectuées afin d'éviter des dommages au réseau de distribution d'eau potable et d'assurer la continuité du service ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu une facture de l'entreprise CTMIR Excavation Inc. pour la réalisation des travaux nécessaires, au montant de 18 621,10 \$ avant taxes ;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser les travaux de réparation de la fuite sur le réseau d'aqueduc situé au 1166, chemin Principal en octroyant le contrat de réparation à l'entreprise CTMIR Excavation Inc. pour un montant de 18 621,10 \$ plus les taxes applicables, selon les termes de la soumission reçue.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 02 413 00 516.

Résolution numéro 231-06-2025

11.3 REMPACEMENT DE DEUX (2) PONCEAUX PROBLÉMATIQUE SUR LE TERRITOIRE DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC

CONSIDÉRANT QUE les ponceaux situés sur la rue Claudia et la rue Caron sont arrivés à la fin de leur vie utile et présentent des signes de détérioration avancée, compromettant la sécurité des usagers et la durabilité de la chaussée ;

CONSIDÉRANT QUE des travaux de remplacement sont nécessaires pour assurer le bon écoulement des eaux pluviales et éviter des dommages supplémentaires à l'infrastructure routière ;

CONSIDÉRANT QUE ces ponceaux jouent un rôle crucial dans la gestion des eaux pluviales et la prévention des inondations dans le secteur concerné ;

CONSIDÉRANT QUE l'octroi du contrat de réalisation desdits travaux est conditionnelle à l'acceptation de la mise à jour du Programme de la TECQ 2024-2028;

CONSIDÉRANT la réception des soumissions suivantes via le système SEAO :

- Monco Construction Inc.	472 819,27 \$ plus taxes
- Construction G-Nesis Inc.	486 607,99 \$ plus taxes
- Excavation Denis Dagenais Inc.	534 876,35 \$ plus taxes
- Lavallée et frères (1959) Ltée.	547 075,45 \$ plus taxes
- Les Constructions CJRB Inc.	599 207,80 \$ plus taxes
- Excarpo Inc.	631 985,08 \$ plus taxes
- Pronex Excavation Inc.	696 997,21 \$ plus taxes

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Josée Archetto

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'octroyer à l'entreprise Monco Construction Inc. le mandat de remplacer 2 ponceaux problématiques, sur la rue Claudia et sur la rue Caron, pour une somme de 472 819,27 \$ plus les taxes applicables.

QUE l'octroi du contrat soit conditionnel à ce qui suit :

- L'approbation, par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), du règlement d'emprunt lié au présent contrat.
- L'approbation de la programmation numéro 1 de la TECQ par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 23-040-00-721, code complémentaire 24-007 et financée par la TECQ 2024-2028 et le règlement d'emprunt numéro 16-2025.

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION DE PROJET DE RÈGLEMENT

Résolution numéro 232-06-2025

12.1 **AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION DU PROJET DE RÈGLEMENT D'EMPRUNT NUMÉRO 14-2025 DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE ET UN EMPRUNT DE TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE DOLLARS (398 000 \$) AUX FINS DE RÉALISER DES TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA PATINOIRE SITUÉE AU PARC JACQUES-PAQUIN DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC**

Un avis de motion est donné par madame Rachel Champagne, qu'à cette séance ou à une séance du conseil subséquente, il sera adopté, le projet de règlement d'emprunt numéro 14-2025.

Madame Rachel Champagne, présente et dépose le projet de règlement d'emprunt numéro 14-2025 aux fins suivantes :

- Réaliser des travaux de réaménagement de la patinoire extérieure située au parc Jacques-Paquin de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac, incluant l'aménagement de trois (3) terrains de pickleball sur la surface de la patinoire.

Résolution numéro 233-06-2025

12.2 **AVIS DE MOTION DU PROJET DE RÈGLEMENT 15-2025 AFIN D'ADOPTER LE PROJET DE PLAN PARTICULIER D'URBANISME (PPU) DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC**

Un avis de motion est donné par monsieur Karl Trudel, qu'à cette séance ou à une séance du conseil subséquente, il sera adopté, le projet de règlement numéro 15-2025 afin d'adopter le projet de plan particulier d'urbanisme (PPU) de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac.

Résolution numéro 234-06-2025

12.3 **AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION DU PROJET DE RÈGLEMENT 16-2025 DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE DE SIX CENT VINGT-QUATRE MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF DOLLARS (624 999 \$) ET UN EMPRUNT DE CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000 \$) AUX FINS DE RÉALISER DIVERS TRAVAUX EN RELATION AVEC LA PROGRAMMATION #1 DU TRANSFERT POUR LES INFRASTRUCTURES D'EAU ET COLLECTIVES DU QUÉBEC (TECQ 2024-2028)**

Un avis de motion est donné par madame Marie-Josée Archetto, qu'à cette séance ou à une séance du conseil subséquente, il sera adopté, le projet de règlement numéro 16-2025 décrétant une dépense de six cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars (624 999 \$) et un emprunt de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) aux fins de réaliser divers travaux en relation avec la programmation #1 du transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ 2024-2028).

Madame Marie-Josée Archetto, présente et dépose le projet de règlement numéro 16-2025 aux fins suivantes :

- Réhabilitation de deux ponceaux respectivement de 600 mm de diamètre sur la rue Claudia et 1200 mm de diamètre sur la rue Caron;
- Rehaussement des boîtiers des puits d'eau potable;
- Détection des branchements croisés (égout sanitaire).

ADOPTION DE RÈGLEMENTS

Résolution numéro 235-06-2025

13.1 ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 03-2025 VISANT LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE 15-2024, AFIN DE MODIFIER LES NORMES RELATIVES AUX MARGES ET COURS POUR LES BALCONS ET LES GALERIES AINSI QUE DE MODIFIER LA SUPERFICIE DE PLANCHER POUR UN LOGEMENT SUPPLÉMENTAIRE

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) précise que le Conseil municipal peut spécifier, pour chaque zone, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes de terrains;

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) précise que le Conseil municipal peut spécifier, pour chaque zone, la superficie maximale de plancher ou de terrain pour un usages identiques ou similaires;

CONSIDÉRANT QUE cette modification a été soumise une consultation publique en vertu des articles 124 à 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT QUE cette modification a été soumise à la procédure des demandes de participation à un référendum en fonction d'un second projet de règlement, le tout, en vertu des articles 128 à 137 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT QUE les modifications sont conformes au Plan d'urbanisme numéro 14-2024;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement sera soumis à un examen de conformité par la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT QUE l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 4 mars 2025 ;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac adopte le règlement numéro 03-2025, visant la modification du règlement de zonage 15-2024, afin de modifier les normes relatives aux marges et cours pour les balcons et les galeries ainsi que de modifier la superficie de plancher pour un logement supplémentaire.

RÈGLEMENT NUMÉRO 03-2025 VISANT LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 15-2024, AFIN DE MODIFIER LES NORMES RELATIVES AUX MARGES ET COURS POUR LES BALCONS ET LES GALERIES AINSI QUE DE MODIFIER LA SUPERFICIE DE PLANCHER POUR UN LOGEMENT SUPPLÉMENTAIRE

CONSIDÉRANT que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) précise que le Conseil municipal peut spécifier, pour chaque zone, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes de terrains;

CONSIDÉRANT que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) précise que le Conseil municipal peut spécifier, pour chaque zone, la superficie maximale de plancher ou de terrain pour un usages identiques ou similaires;

CONSIDÉRANT que cette modification a été soumise une consultation publique en vertu des articles 124 à 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT que cette modification a été soumise à la procédure des demandes de participation à un référendum en fonction d'un second projet de règlement, le tout, en vertu des articles 128 à 137 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT que les modifications sont conformes au Plan d'urbanisme numéro 14-2024;

CONSIDÉRANT que le projet de règlement sera soumis à un examen de conformité par la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT que l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 4 mars 2024;

**EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE :**

Le présent règlement soit et est adopté pour valoir à toutes fins que de droit et qu'il est ordonné et statué ce qui suit :

ARTICLE 1

Le tableau 25 – Saillies et éléments architecturaux dans une marge ou une cour pour les usages résidentiels de l'article 3.3.12 relatif aux saillies et éléments architecturaux dans une marge ou une cour du règlement de zonage 15-2024, est modifié de la manière suivante :

- À la ligne 17 identifié « Galerie donnant au rez-de-chaussée », la distance minimale des limites situé dans la cour latérale de 2 mètres est abrogé et remplacé par 1,5 mètre.

ARTICLE 2

Le tableau 25 – Saillies et éléments architecturaux dans une marge ou une cour pour les usages résidentiels de l'article 3.3.12 relatif aux saillies et éléments architecturaux dans une marge ou une cour du règlement de zonage 15-2024, est modifié de la manière suivante :

- À la ligne 20 identifié « Balcon, perron, terrasse et avant-toit (avec balcon) », la distance minimale des limites situé dans la cour latérale de 3 mètres est abrogé et remplacé par 1,5 mètre.

ARTICLE 3

L'article 3.3.13 relatif aux balcons et galeries du règlement de zonage 15-2024, est modifié de la manière suivante :

- Les paragraphes 1, 2 et 4 sont abrogés;
- Au paragraphe 3, les mots « le paragraphe précédent » sont abrogés et remplacés par « l'article 3.3.12 ».

ARTICLE 4

Le paragraphe 3 de l'article 2.4.3 relatifs au logement supplémentaire du règlement de zonage 15-2024, est modifié en remplaçant le chiffre « 50 » par « 75 ».

ARTICLE 5

L'article 2.4.3 relatifs au logement supplémentaire du règlement de zonage 15-2024, est modifié en ajoutant à la suite du paragraphe 15, les paragraphes suivants :

- 16. Lorsqu'un logement supplémentaire est aménagé au niveau du rez-de-chaussée, il ne peut occuper plus de 50% de la superficie de plancher du rez-de-chaussée;
- 17. Lorsqu'un logement supplémentaire est aménagé au niveau de l'étage, il ne peut occuper plus de 50% de la superficie de plancher du rez-de-chaussée;
- 18. Lorsqu'un logement supplémentaire est aménagé au niveau du rez-de-chaussée ou à l'étage, la superficie de plancher résiduel mentionné au paragraphe 3 peut être utilisée pour aménager des espaces supplémentaires dans l'étage inférieur ou supérieur de celui-ci.

ARTICLE 6 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur selon la Loi.

Monsieur Benoit Proulx
Maire

Monsieur Stéphane Giguère
Directeur général

13.2 **Résolution numéro 236-06-2025**
ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 05-2025
VISANT LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE 15-2024, AUX
FINS D'AGRANDIR LA ZONE MD-7 À MÊME LA ZONE RD-9

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) précise que le Conseil municipal peut diviser son territoire en zones;

CONSIDÉRANT QUE cette modification a été soumise une consultation publique en vertu des articles 124 à 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT QUE cette modification sera soumise à la procédure des demandes de participation à un référendum en fonction d'un second projet de règlement, le tout, en vertu des articles 128 à 137 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement sera soumis à un examen de conformité par la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT QUE l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 1 avril 2025 ;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Alexandre Dussault

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac adopte le second projet de règlement numéro 05-2025, visant la modification du règlement de zonage 15-2024, aux fins d'agrandir la zone MD-7 à même la zone RD-9.

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 05-2025 VISANT LA
MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 15-2024, AUX
FINS D'AGRANDIR LA ZONE MD-7 À MÊME LA ZONE RD-9

CONSIDÉRANT que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) précise que le Conseil municipal peut diviser son territoire en zones;

CONSIDÉRANT que cette modification a été soumise à une consultation publique en vertu des articles 124 à 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT que cette modification sera soumise à la procédure des demandes de participation à un référendum en fonction d'un second projet de règlement, le tout, en vertu des articles 128 à 137 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT que le projet de règlement sera soumis à un examen de conformité par la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT que l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 1^{er} avril 2025;

**EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Alexandre Dussault
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE :**

Le présent règlement soit et est adopté pour valoir à toutes fins que de droit et qu'il est ordonné et statué ce qui suit :

ARTICLE 1

Le feuillet 03 de l'annexe 1 du règlement de zonage 15-2024 identifiée comme plan de zonage est modifié comme suit :

La zone MD-7 est agrandie au détriment de la zone RD-9.

Le tout tel que montré sur l'extrait dudit plan de zonage annexé au présent règlement sous le numéro P05-2025.

Note au lecteur

La zone MD-7 est située immédiatement au Sud-Est du chemin d'Oka. Elle comprend l'immeuble situé sur le chemin d'Oka identifié par le numéro de lot 5 685 861. La zone résidentielle RD-9 est contiguë à la zone RD-8 ET MD-8 et elle comprend les immeubles situés au 3675 à 3731 chemin d'Oka.

ARTICLE 2 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur selon la Loi.

Monsieur Benoit Proulx
Maire

Monsieur Stéphane Giguère
Directeur général

13.3

Résolution numéro 237-06-2025

**ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 07-2025 VISANT LA
MODIFICATION DU RÈGLEMENT RELATIF AUX PLANS D'IMPLANTATION
ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE NUMÉRO 02-2004 (PIIA), AFIN DE
PRÉCISER LES TYPES DE TRAVAUX ASSUJETTIS AUX DISPOSITIONS DU
RÈGLEMENT POUR DES BÂTIMENT AGRICOLES**

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) précise que le Conseil municipal peut adopter un règlement assujettissant la délivrance de permis à l'implantation et à l'architecture des constructions ou à l'aménagement des terrains et aux travaux qui y sont reliés et peut prescrire le contenu minimal des plans;

CONSIDÉRANT QUE cette modification a été soumise à la consultation publique en vertu des articles 124 à 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT QUE les modifications sont conformes au Plan d'urbanisme, numéro 14-2024;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement sera soumis à un examen de conformité par la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT QUE l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 1 avril 2025 ;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac adopte le règlement numéro 07-2025, visant la modification du règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 02-2004 (PIIA), afin de préciser les types de travaux assujettis aux dispositions du règlement pour des bâtiment agricoles.

RÈGLEMENT NUMÉRO 07-2025 VISANT LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT RELATIF AUX PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE NUMÉRO 02-2004 (PIIA), AFIN DE PRÉCISER LES TYPES DE TRAVAUX ASSUJETTIS AUX DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT POUR DES BÂTIMENTS AGRICOLES

CONSIDÉRANT que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) précise que le Conseil municipal peut adopter un règlement assujettissant la délivrance de permis à l'implantation et à l'architecture des constructions ou à l'aménagement des terrains et aux travaux qui y sont reliés et peut prescrire le contenu minimal des plans;

CONSIDÉRANT que cette modification sera soumise à la consultation publique en vertu des articles 124 à 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT que les modifications sont conformes au Plan d'urbanisme, numéro 14-2024;

CONSIDÉRANT que le projet de règlement sera soumis à un examen de conformité par la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT que l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 1^{er} avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel

ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE :

Le présent règlement soit et est adopté pour valoir à toutes fins que de droit et qu'il est ordonné et statué ce qui suit :

ARTICLE 1

À la suite du premier alinéa de l'article 1.1.4 relatifs aux demandes de permis et de certificats assujetties au présent règlement du règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 02-2004, il est ajouté l'alinéa suivant :

« Les demandes de permis et certificat assujetties au présent règlement ne s'appliquent pas à un bâtiment agricole ainsi qu'aux bâtiments d'hébergement de la main-d'œuvre agricole saisonnière. »

ARTICLE 2 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur selon la Loi.

Monsieur Benoit Proulx
Maire

Monsieur Stéphane Giguère
Directeur général

13.4

Résolution numéro 238-06-2025

ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 08-2025 VISANT LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE 15-2024, AUX FINS DE MODIFIER LA SECTION 9.1 RELATIVE AUX DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU GROUPE D'USAGE EXTRACTION

CONSIDÉRANT le règlement sur les carrières et sablières (RLRQ Q-2, r.7.1);

CONSIDÉRANT QU'une modification a été apportée au schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Deux-Montagnes concernant la cohabitation des usages sensibles aux abords des carrière et sablières;

CONSIDÉRANT QUE cette modification a été soumise une consultation publique en vertu des articles 124 à 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT QUE cette modification sera soumise à la procédure des demandes de participation à un référendum en fonction d'un second projet de règlement, le tout, en vertu des articles 128 à 137 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement sera soumis à un examen de conformité par la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT QUE l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 1er avril 2025 ;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Régent Aubertin

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac adopte le second projet de règlement numéro 08-2025, visant la modification du règlement de zonage 15-2024, aux fins de modifier la section 9.1 relative aux dispositions particulières applicables au groupe d'usage extraction.

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 08-2025 VISANT LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 15-2024, AUX FINS DE MODIFIER LA SECTION 9.1 RELATIVE AUX DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU GROUPE D'USAGE EXTRACTION

CONSIDÉRANT le règlement sur les carrière et sablière (RLRQ Q-2, r.7.1);

CONSIDÉRANT qu'une modification a été apporté au schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Deux-Montagnes concernant la cohabitation des usages sensibles aux abords des carrière et sablières;

CONSIDÉRANT cette modification a été soumise à une consultation publique en vertu des articles 124 à 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT que cette modification sera soumise à la procédure des demandes de participation à un référendum en fonction d'un second projet de règlement, le tout, en vertu des articles 128 à 137 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT que le projet de règlement sera soumis à un examen de conformité par la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT que l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 1^{er} avril 2025;

**EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Régent Aubertin
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE :**

Le présent règlement soit et est adopté pour valoir à toutes fins que de droit et qu'il est ordonné et statué ce qui suit :

ARTICLE 1

L'article 1.3.4 relatif à la terminologie du règlement de zonage 15-2024 est modifié de la manière suivante :

- Les définitions des termes et expressions suivantes sont ajoutées en respectant l'ordre alphabétique :

« Aire d'exploitation d'une carrière ou d'une sablière

L'*aire d'exploitation d'une carrière ou d'une sablière* en exploitation correspond au lieu où sont exploitées les substances suivantes à des fins commerciales ou industrielles, pour remplir des obligations contractuelles ou pour la construction, la réfection ou l'entretien de routes, de digues ou de barrages :

- Dans une carrière, l'*aire d'exploitation* correspond au lieu où sont exploitées des substances minérales de surface consolidées;
- Dans une sablière, l'*aire d'exploitation* correspond au lieu où sont exploitées des substances minérales de surface non consolidées à partir d'un dépôt naturel.

L'*aire d'exploitation d'une carrière ou d'une sablière* comprend la superficie de toutes les aires d'extraction, de traitement, de concassage, de tamisage, les aires d'exploitation, de stockage, les aires de stationnement et autres superficies, en excluant les chemins d'accès.

Dans le cas d'une carrière ou d'une sablière dont l'*aire d'exploitation* n'est pas définie ou délimitée dans une autorisation délivrée par une autorité compétente, incluant de manière non limitative le MELCCFP, la CPTAQ ou le TAQ, l'*aire d'exploitation* correspond à la superficie entière du *lot* ou des *lots* où cette exploitation a lieu. »

« Usage sensible aux abords des carrières et sablières

Font partie de la catégorie des *usages sensibles aux abords des carrières et sablières* ce qui suit :

1. usage résidentiel;
2. service de garde incluant les garderies et les centres de la petite enfance;
3. résidence privée pour personnes âgées;
4. établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ., c. S-4.2) incluant de manière non limitative les centres hospitaliers, les centres de protection de l'enfance et de la jeunesse et les centres d'hébergement et de soins de longue durée;
5. établissement d'enseignement visé par la Loi sur l'enseignement privé (RLRQ, chapitre E-9.1) ou la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3). »

ARTICLE 2

La définition 172 de l'article 1.3.4 relatif à la terminologie du règlement de zonage 15-2024 est modifié de la manière suivante :

- Le mot « gravières » est abrogé.

ARTICLE 3

Le premier alinéa de l'article 9.1.1 relatif au champ d'application du règlement de zonage 15-2024 est modifié en abrogeant et remplaçant le mot « gravière » par « et ».

ARTICLE 4

Le deuxième alinéa de l'article 9.1.1 relatif au champ d'application du règlement de zonage 15-2024 est modifié en abrogeant le mot «, le gravier ».

ARTICLE 5

La deuxième phrase du troisième alinéa de l'article 9.1.1 relatif au champ d'application du règlement de zonage 15-2024 est modifié en abrogeant et remplaçant le mot « gravières » par « et ».

ARTICLE 6

L'article 9.1.2 relatif aux normes d'aménagement pour toute nouvelle sablière, carrière ou gravière du règlement de zonage 15-2024 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

9.1.2 Normes d'aménagement pour toute nouvelle carrière ou sablière

Les normes d'aménagement suivantes sont applicables à toute nouvelle carrière ou sablière sur l'ensemble du territoire de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac :

1. Toute nouvelle carrière ou sablière ne doit pas être visible du chemin public ;
2. Toute nouvelle carrière ou sablière doit être située à une distance minimale de 10 m de tout terrain appartenant à une personne autre que le propriétaire, à moins que l'une ou l'autre soit également exploitée sur ce terrain ;
3. Les entrées charretières pour les carrières ou sablières doivent être conçues de façon à faciliter le mouvement des véhicules lourds en prévoyant un rayon de courbure minimal de 12 mètres et des aires de manœuvre d'une largeur minimale de 5 mètres.
4. Dans le cas d'une nouvelle carrière, si le terrain est déjà boisé, une lisière d'arbres d'une profondeur minimale de 50 mètres doit être conservée intacte ;

5. Nonobstant le paragraphe précédent, la profondeur de la lisière peut être réduite à 30 mètres pour toute nouvelle sablière. Cette lisière doit s'étendre entre l'aire d'exploitation de la carrière, de la gravière ou de la sablière et le chemin public ;
6. Dans le cas où le terrain n'est pas boisé, un écran naturel de type clôture végétale ou haie arborescente doit être aménagé selon les dispositions suivantes :
 - a) L'écran naturel doit être aménagé entre l'aire d'exploitation de toute nouvelle carrière ou sablière et le chemin public ;
 - b) L'écran doit être composé d'une variété de végétaux et comprendre minimalement des feuillus et conifères à grand déploiement afin de tendre vers un aspect naturel ;
 - c) Dans le cas d'une clôture végétale, la hauteur minimale est fixée à trois (3) mètres ;
 - d) Dans le cas d'une clôture végétale, des arbustes ou des arbres doivent être plantés en complémentarité à la clôture ;
 - e) Dans le cas d'une haie arborescente, la haie doit être constituée de conifères ayant un DHP minimale de 10 centimètres. Ladite haie doit être constituée de conifères dans une proportion minimale de 60%. La haie doit être plantée dans les 30 jours suivant le début de l'exercice de l'usage.

ARTICLE 7

L'article 9.1.3 relatif aux dispositions particulières relatives à la cohabitation des usages aux abords d'une carrière ou sablière du règlement de zonage 15-2024 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

9.1.3 Dispositions particulières relatives à la cohabitation des usages aux abords d'une carrière ou sablière

Une bande tampon doit être conservée entre les aires d'exploitation d'une carrière ou d'une sablière et tout nouvel usage de type *usage sensible aux abords des carrières et sablières*. Cette bande tampon doit avoir une distance minimale de :

1. 100 mètres de l'aire d'exploitation d'une carrière;
2. 50 mètres de l'aire d'exploitation d'une sablière se localisant à l'extérieur de la zone EX-1 du présent règlement de zonage;
3. 30 mètres de l'aire d'exploitation de la sablière localisée dans la zone EX-1 du présent règlement de zonage.

À l'intérieur de cette bande tampon, des mesures de mitigation permettant d'assurer une cohabitation harmonieuse entre les usages sensibles aux abords des carrières et sablières et l'aire d'exploitation d'une carrière ou d'une sablière doivent être prévus.

4. La plantation d'arbres dont la composition et la densité contribuent à réduire le niveau de bruit ambiant doivent être plantés;
5. La construction d'un mur anti-bruit contribuant à réduire le niveau de bruit ambiant;
6. L'implantation de bâtiments accueillant des usages autres qu'un usage de type usage sensible aux abords des carrières et sablières et contribuant à assurer une séparation entre l'aire d'exploitation et les usages de type usage sensible aux abords des carrières et sablières.

Une combinaison des mesures de mitigation dans cette bande tampon peut être aménagée de manière à contribuer à réduire le niveau de bruit ambiant.

ARTICLE 8

Le troisième alinéa de l'article 9.1.4 relatif aux dispositions relatives à la cohabitation des usages aux abords de la zone d'exploitation de la sablière localisée dans la zone EXT-1 du règlement de zonage 15-2024 est abrogé.

ARTICLE 9

L'article 9.1.5 relatif à la cohabitation des usages à proximité d'une sablière du règlement de zonage 15-2024 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

9.1.5 Mesures d'exception applicables aux usages sensibles relatives à la cohabitation des usages aux abords des carrières et des sablières en exploitation

Nonobstant les dispositions de l'article 9.1.3, le projet d'usage de type usage sensible aux abords des carrières et sablières visant l'une ou plusieurs des situations suivantes peut être autorisé à l'intérieur de la bande tampon autour de l'aire d'exploitation d'une carrière ou d'une sablière:

1. Le projet concerne la reconstruction d'un bâtiment existant détruit par une catastrophe ou par quelque autre cause. Pour être autorisée, la demande doit être accompagnée d'un avis, signé par un professionnel compétent en la matière, décrivant les mesures de mitigation ou de conceptions architecturales permettant de réduire l'impact du bruit ambiant extérieur et permettant de contribuer à un climat sonore intérieur adéquat. Ces mesures peuvent porter, de manière non limitative, sur l'insonorisation, les éléments architecturaux, la plantation de végétaux et l'orientation des bâtiments.
2. Le projet concerne l'aménagement d'un usage secondaire ou complémentaire correspondant à un usage sensible aux abords des carrières et sablières dans un bâtiment existant. Ces usages secondaires ou complémentaires peuvent inclure, de manière non limitative et lorsqu'autorisés par la réglementation d'urbanisme, l'aménagement d'un logement accessoire, l'aménagement d'un logement intergénérationnel ou l'aménagement d'une garderie en milieu familial.
3. Le projet concerne un agrandissement du bâtiment principal dans lequel il y est prévu un usage sensible aux abords des carrières et sablières.
4. Le projet concerne la modification ou le remplacement d'un usage de type usage sensible aux abords des carrières et sablières par un autre usage de type usage sensible aux abords des carrières et sablières sur un immeuble. Dans tous les cas, l'intensification de l'usage aux abords des carrières et sablières modifié ou remplacé ne doit pas être augmenté. La présente disposition ne s'applique pas aux usages secondaires ou complémentaires prévus au paragraphe 2 du présent article.

ARTICLE 10 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur selon la Loi.

Monsieur Benoit Proulx
Maire

Monsieur Stéphane Giguère
Directeur général

13.5 **Résolution numéro 239-06-2025**
ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 11-2025 VISANT LA
MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME NUMÉRO 14-2024, AUX FINS
D'AGRANDIR UNE AFFECTATION MIXTE DYNAMIQUE SUR LE CHEMIN
D'OKA

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) précise que le Conseil municipal peut modifier son plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE cette modification sera soumise à une consultation publique en vertu des articles 124 à 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement sera soumis à un examen de conformité par la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT QUE l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 1er avril 2025;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Alexandre Dussault

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac adopte le règlement numéro 11-2025, visant la modification du plan d'urbanisme numéro 14-2024, aux fins d'agrandir une affectation mixte dynamique sur le chemin d'Oka.

RÈGLEMENT NUMÉRO 11-2025 VISANT LA MODIFICATION DU PLAN
D'URBANISME NUMÉRO 14-2024, AUX FINS D'AGRANDIR UNE
AFFECTATION MIXTE DYNAMIQUE SUR LE CHEMIN D'OKA

CONSIDÉRANT que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1) précise que le Conseil municipal peut modifier son plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT que cette modification a été soumise à une consultation publique en vertu des articles 124 à 127 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1);

CONSIDÉRANT que le projet de règlement sera soumis à un examen de conformité par la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT que l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 1^{er} avril 2025;

**EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Alexandre Dussault
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE :**

Le présent règlement soit et est adopté pour valoir à toutes fins que de droit et qu'il est ordonné et statué ce qui suit :

ARTICLE 1

Le plan des affectations feuillet 2/3, du plan d'urbanisme 14-2024 est modifié comme suit :

- L'aire d'affectation mixte dynamique située au sud du chemin d'Oka est agrandi pour y inclure les lots 1 733 987 et 1 733 986 situé au nord du chemin d'Oka, le tout tel que montré sur l'extrait dudit plan des affectations annexé au présent règlement.

ARTICLE 2 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur selon la Loi.

Monsieur Benoit Proulx
Maire

Monsieur Stéphane Giguère
Directeur général

13.6

Résolution numéro 240-06-2025

ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 13-2025 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 21-2024 RELATIF À L'IMPOSITION DES TAUX DE TAXES ET DES COMPENSATIONS POUR LES SERVICES MUNICIPAUX AINSI QUE DES CONDITIONS DE PERCEPTION POUR L'EXERCICE FINANCIER 2025

CONSIDÉRANT QUE l'article 988 du code municipal stipule que toutes taxes sont imposées par règlement;

CONSIDÉRANT QU' en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. F-2.1), une municipalité peut, par règlement, prévoir que tout ou parties de ses biens, services ou activités seront financés au moyen d'un mode de tarification;

CONSIDÉRANT l'ajout d'une taxe spéciale en lien avec la fourniture et l'entretien du service d'eau en relation avec le réseau du secteur de la Pommeraie de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac;

**EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Josée Archetto**

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac adopte le règlement numéro 13-2025, modifiant le règlement numéro 21-2024 relatif à l'imposition des taux de taxes et des compensations pour les services municipaux ainsi que des conditions de perception pour l'exercice financier 2025.

RÈGLEMENT NUMÉRO 13-2025 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 21-2024 RELATIF À L'IMPOSITION DES TAUX DE TAXES ET DES COMPENSATIONS POUR LES SERVICES MUNICIPAUX AINSI QUE DES CONDITIONS DE PERCEPTION POUR L'EXERCICE FINANCIER 2025

CONSIDÉRANT QUE l'article 988 du code municipal stipule que toutes taxes sont imposées par règlement;

CONSIDÉRANT QU' en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. F-2.1), une municipalité peut, par règlement, prévoir que tout ou parties de ses biens, services ou activités seront financés au moyen d'un mode de tarification;

CONSIDÉRANT QU' un avis de motion du présent règlement est donné conformément à la Loi, le 6 mai 2025;

CONSIDÉRANT QU' un projet de règlement est présenté conformément à la Loi, le 6 mai 2025;

**EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Josée Archetto
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE :**

Le présent règlement portant le numéro 13-2025 soit et est adopté pour valoir à toutes fins que de droit et qu'il soit ordonné et décrété ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme si au long reproduit.

ARTICLE 2

Le règlement numéro 21-2024 est modifié par l'ajout de l'article 11.1, comme suit :

Article 11.1 TAXE SPÉCIALE AFIN DE POUVOIR À LA FOURNITURE ET L'ENTRETIEN DU SERVICE D'EAU EN RELATION AVEC LE RÉSEAU NUMÉRO X0011526 (POMMERAIE)

Afin de pourvoir à la fourniture d'eau et à l'entretien du réseau d'aqueduc, il est imposé sur tous les immeubles identifiés à l'annexe « B », une somme de 175 \$.

Nonobstant l'article 25 relatif aux dates de versements, l'échéance relative au paiement du compte de taxes en relation avec l'article 11.1, est fixé au 13 juillet 2025.

ARTICLE 3

Le règlement numéro 21-2024 est modifié par l'ajout de l'annexe « B », comme suit :

ANNEXE « B »

Adresses
229 rue de la Pommeraie
234 rue de la Pommeraie
335 rue des Érables
339 rue des Érables
343 rue des Érables
349 rue des Érables
353 rue des Érables
1, rue de la Duchesse
7, rue de la Duchesse
13, rue de la Duchesse
15, rue de la Duchesse
21, rue de la Duchesse
27, rue de la Duchesse
33, rue de la Duchesse
38, rue de la Duchesse
44, rue de la Duchesse
50, rue de la Duchesse
1, rue de la Close
6, rue de la Close
7, rue de la Close
12, rue de la Close
15, rue de la Close
16, rue de la Close
19, rue de la Close
20, rue de la Close
25, rue de la Close
30, rue de la Close
31, rue de la Close
34, rue de la Close
35, rue de la Close
43, rue de la Close
47, rue de la Close
55, rue de la Close
59, rue de la Close

1, rue de la Cortland
4, rue de la Cortland
7, rue de la Cortland
10, rue de la Cortland
15, rue de la Cortland
16, rue de la Cortland
19, rue de la Cortland
25, rue de la Cortland
26, rue de la Cortland
30, rue de la Cortland
31, rue de la Cortland
40, rue de la Cortland
42, rue de la Cortland
44, rue de la Cortland
46, rue de la Cortland
48, rue de la Cortland
50, rue de la Cortland
1, rue de la Bancroft
4, rue de la Bancroft
5, rue de la Bancroft
8, rue de la Bancroft
11, rue de la Bancroft
16, rue de la Bancroft
17, rue de la Bancroft
20, rue de la Bancroft
23, rue de la Bancroft
24, rue de la Bancroft
29, rue de la Bancroft
32, rue de la Bancroft
35, rue de la Bancroft

ARTICLE 4 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Monsieur Benoit Proulx
Maire

Monsieur Stéphane Giguère
Directeur général

Résolution numéro 241-06-2025
13.7 **ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 15-2025 RELATIF AU PLAN PARTICULIER D'URBANISME DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC**

CONSIDÉRANT QU' en vertu de l'article 84 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1), le plan d'urbanisme peut comprendre un plan particulier d'urbanisme pour une partie du territoire de la Municipalité;

CONSIDÉRANT l'entrée en vigueur d'un nouveau plan d'urbanisme de la Municipalité en décembre 2024;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac désire, à travers son plan particulier d'urbanisme, planifier de manière détaillée l'aménagement aux abords du chemin d'Oka;

CONSIDÉRANT l'atelier de consultation publique du 19 mars 2024 sur le plan d'urbanisme et le plan particulier d'urbanisme relatif au secteur du chemin d'Oka;

CONSIDÉRANT QUE l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 3 juin 2025;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Karl Trudel

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac adopte le projet de règlement numéro 15-2025, relatif au plan particulier d'urbanisme de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac.

CORRESPONDANCES

Résolution numéro 242-06-2025
14.1 **DEMANDE DE DROIT DE PASSAGE POUR LA TENUE DU DÉFI VÉLO ORGANISÉ PAR L'ORGANISME PARKINSON QUÉBEC**

IL EST PROPOSÉ PAR Monsieur Régent Aubertin

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac accorde l'autorisation au droit de passage des cyclistes l'occasion de l'événement organisé par Parkinson Québec qui tiendra sa 15^e édition de son Défi Vélo. Parkinson Québec sera heureuse d'accueillir, le 23 août 2025, les participants pour le départ en formule régulière. Les différents tracés et les parcours de cette activité sont joints au procès-verbal pour en faire partie intégrante.

PÉRIODE DE QUESTIONS

LEVÉE DE LA SÉANCE

16.1 **Résolution numéro 243-06-2025**
LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé,

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR Madame Rachel Champagne

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la présente séance soit levée. Il est 21h28.

Monsieur Benoit Proulx
Maire

Monsieur Stéphane Giguère
Directeur général

Je, soussigné Stéphane Giguère, directeur général, certifie par la présente que conformément aux dispositions de l'article 961 du Code Municipal, la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac dispose des crédits suffisants pour défrayer les coûts des dépenses décrétées aux termes des résolutions adoptées lors de la présente séance du conseil municipal.

Le procès-verbal est sujet à l'approbation du conseil lors de leur prochaine séance.